

Bilan de la politique étrangère de D.Trump à la veille des élections présidentielles du 3 novembre 2020

Conférence pour l'UTL de Mayenne, 15 octobre 2020

Dominique Maliesky (Sciences Po Rennes)

Dans cette intervention, je vais vous prendre à contre-pied : je ne vais pas vous dire ce que vous pensez peut-être : Donald Trump (DT) est un personnage cynique, sexiste, menteur, affabulateur et vaniteux, un bateleur qui sait électriser la foule de ses supporters. Ce que je vais essayer de vous démontrer, c'est que derrière ses actes et ses outrances, il y a une vision des relations internationales qui ne doit rien à ses fougades, mais qui s'inscrit dans un temps plus long que celui nécessaire à la rédaction de ses tweets et qui renvoie à une évolution en profondeur des USA et qui ne sera pas totalement remise en cause en cas d'élection de J. Biden.

Retour en arrière :

A la surprise quasi générale, D. Trump a été élu le 8.11.2016 45^{ème} Président US avec 46% des voix, avec 304 grands électeurs (suffrage universel indirect), mais 3 millions de voix de moins que son adversaire, H. Clinton. (scrutin majoritaire à 1 tour : "winner takes all"). Sa candidature annoncée le 16 juin 2015 a reposé sur une campagne électorale faite d'excès, d'outrances, de fake news, animée par la "volonté de restaurer la grandeur de l'Amérique", l'obsession migratoire, une incontestable xénophobie : elle est sous tendue par le fait que sur les quelques 44 millions d'immigrés qui se sont installés dans le pays ces 30 dernières années, moins de la moitié sont devenus des citoyens (42%) et plus du quart (26,3%) sont devenus irréguliers. Leur présence massive est devenue le symbole de l'affrontement entre 2 fractions ouvertement hostiles de la société US : l'Amérique des mâles blancs en colère, ressortissants des classes moyennes, grands bénéficiaires des 30 Glorieuses qui vivent la douleur de perdre leur statut dominant dans des USA désindustrialisés et en voie de mondialisation démographique (s'agissant des seuls salariés blancs, le revenu médian du travail des hommes en âge de travailler est de 35.000 \$ /an aujourd'hui comme dans les années 60, ce qui revient à dire qu'ils n'ont pas vraiment profité des fruits de la croissance) et une Amérique nouvelle qui émerge : plus urbaine, plus bienveillante envers les minorités et qui considère que la diversité est non seulement inévitable, mais également bénéfique. Cette Amérique-là vote majoritairement pour le parti démocrate, tout comme les femmes d'ailleurs

I Le monde selon DT

Le trumpisme est un populisme qui, dans la lignée de Reagan, apporte des réponses simples à des questions compliquées ;

DT se fait le porte-parole du peuple contre les élites, se présente comme un amateur n'ayant aucune expérience politique, finançant lui-même sa campagne, un outsider qui promet de "nettoyer le marigot", oubliant qu'il appartient lui-même à cette élite, au moins au sens économique et financier (pas au sens des diplômes et de la culture). Mais, dans sa pratique du pouvoir, DT se révélera de moins en moins le défenseur des classes moyennes broyées par la mondialisation, le protecteur des cols bleus. En effet, une fois arrivé au pouvoir, il va diminuer l'impôt des riches en taillant dans les dépenses sociales

Le trumpisme est donc un mélange de populisme culturel et identitaire, au service des blancs (le ressentiment racial affleure dans de nombreux discours), fondamentalement au service des riches qui l'autorise à rembarquer et à humilier les élites de Washington (Hilary the crook (escroc) à faire de l'anti intellectualisme, du machisme et de la goujaterie des qualités, et du mensonge une méthode de communication (selon les comptages du Washington Post : en août 2020, 20.000 mensonges sont répertoriés depuis son élection, phénomène en accélération constante : de 5 par jour, il est passé à 23 par jour depuis 14 mois avec 1 pointe à 62 dans la seule journée du 9 juillet 2020, *The Conversation*, 24.8.2020 ; le problème de ces mensonges, de ces fake news, c'est qu'ils sont repris en boucle par les membres de la coalition partisane et sur les réseaux sociaux tant et si bien qu'ils acquièrent un statut de vérité incontestable au sein des groupes favorables à DT ; une étude menée par le MIT fait apparaître que les fausses nouvelles sont

diffusées plus vite, davantage et plus largement que les vraies et qu'elles ont 70% de chances d'être retweetées, *The Conversation*, 24.8.2020).

Il exprime également une colère post crise de 2008. Il a compris qu'en insultant ses interlocuteurs ou ses détracteurs, il avait le plus de chance de faire du bruit et d'attirer à lui non seulement les projecteurs mais aussi tous ceux qui étaient en colère ; il personnalise à outrance le débat politique pour en être toujours le centre ; il en a fait un redoutable carburant politique capable d'agréger tous les mécontents, tous les frustrés, les déshérités, les envieux, les jaloux, tous ceux qui avaient un compte à régler avec la vie et qui croient avoir trouvé en DT leur champion et leur héros

Il exploite aussi la peur profonde que suscite le nouveau profil démographique des USA (66% des électeurs US dénoncent le multiculturalisme). S'il joue sur la peur du déclin de la puissance US, il joue également sur toutes les divisions et les peurs de la société US, en les exacerbant grâce à son expression décomplexée sur Twitter. Twitter qui permet (autre caractéristique du populisme de DT) d'entrer directement en relation avec ses électeurs, sans filtre, sans la médiatisation des représentants. DT va prospérer dans une société US qui est déjà largement clivée depuis au moins la double présidence de G. Bush : en effet, du fait de cette forte polarisation au sein de la société, au sein des 2 Chambres, les présidents ne parviennent plus à trouver des majorités, à créer des coalitions ad hoc pour mettre en œuvre leur programme. DT en tire les conséquences : il s'adresse directement à sa base électorale et ne cherche pas à attirer les éléments du camp d'en face. En conséquence, il va gouverner pour l'essentiel par décrets (retraits des traités par ex), court-circuitant le Congrès et renforçant ses dysfonctionnements. Caractéristique la plus évidente de la présidence Trump, le tribalisme partisan qui contribue à isoler le Président, surtout que ce dernier fait peu de cas de ses conseillers et des avis de son gouvernement, des hauts fonctionnaires (très fort turn-over). Il choisit ses collaborateurs davantage en fonction de leur loyauté que de leur compétence (cf. Jared Kushner, gendre du Président qui n'a aucune compétence en relations internationales, mais un beau carnet d'adresses : proche de la famille Netanyahu et de certaines pétromonarchies).

En matière de politique étrangère, (Maya Kandel : Une politique étrangère populiste ? Les Etats-Unis à l'ère de Trump in *Le Débat*, 2018/5, n°202) le populisme se présente comme une vision alternative des relations internationales qui porte la principale critique du système international contemporain (la mondialisation), de ses institutions, de ses règles de fonctionnement (multilatéralisme ; cf slogan de campagne : America first, passe par une redéfinition étroite des intérêts US et le refus du système onusien), critique de l'ordre libéral international dominant depuis la fin de la guerre froide et refus du rôle joué par les USA de garant de l'ordre international qui pouvait passer des interventions militaires ; cela n'est pas contradictoire avec un militarisme (non synonyme d'interventionnisme). Sa politique étrangère est également nationaliste : Make America great again ; désir de puissance (énoncé et mis en œuvre de façon brutale). Les USA qui ont porté la mondialisation sont les premiers à la contester à partir de l'élection de DT, sachant que modèle trumpien est celui de souveraineté, donc celui de l'ancien monde (ou du nouveau monde à venir ?) Il opère une distinction entre les gagnants de la mondialisation (Chine, l'élite) et les perdants de la mondialisation ("peuple", USA et en particulier, le deep state : l'Amérique profonde, celle des fermiers, des ouvriers...). Sa politique étrangère va donc se caractériser par une volonté d'exprimer les demandes de ce deep state et les intérêts nationaux en dehors des processus établis de gouvernance mondiale (ONU, OMC) avec comme ambition de fermer la période post guerre froide, c'est à dire de déconstruire l'idée même d'une communauté internationale (pourtant voulue et façonnée par les USA au sortir de la 2^{ème} guerre mondiale, avec des règles qui leur étaient favorables, dont celle de la suprématie du dollar qui va leur permettre d'imposer l'extraterritorialité du droit américain ; cf. les sanctions US contre l'Iran vont obliger les entreprises européennes, russes, chinoises à renoncer à commercer avec l'Iran), de renoncer à promouvoir la démocratie et le respect des droits de l'homme.

America first se traduit par la volonté de mettre en place une hégémonie décomplexée reposant sur une absolue primauté US. Cela permet à court terme d'engranger des succès, mais à plus long terme sape la position US.

Sa politique étrangère est directement corrélée à sa politique intérieure et à des considérations électorales. Ainsi, le soutien inconditionnel à Israël (reconnaissance de Jérusalem comme capitale de l'Etat d'Israël en 2017 et le déplacement de l'ambassade US de Tel Aviv à Jérusalem s'expliquent largement par sa volonté de garder le soutien des chrétiens évangélistes indispensables à toute victoire électorale ainsi que celui du milliardaire US et donateur majeur à des causes juives et pro israéliennes, Sheldon Adelson. De façon générale, les classes moyennes et populaires ne soutiennent plus le rôle US de gendarme du monde et DT va donc ouvrir des négociations avec les talibans en Afghanistan pour pouvoir rapatrier les troupes US qui y sont encore stationnées.

II Construire un monde nouveau (plus favorable aux USA) avec de nouvelles règles du jeu

6 thèmes majeurs :

1- hostilité aux alliances qu'il voit comme des entraves à la souveraineté US sans aucun bénéfice (ONU, OTAN). Il en a 1 vision transactionnelle qui peut se révéler extrêmement brutale : elles peuvent être utiles, mais cette utilité doit être justifiée. Conviction ancrée de DT que le déclin de son pays est le résultat de "bad deal" que constitue la politique étrangère US, en particulier son assise sur les alliances. La vision des relations internationales de DT est celle d'un jeu à somme nulle, dans lequel ce qui est obtenu par les uns est nécessairement perdu par les autres. Ainsi DT est persuadé que les alliés profitent des largesses US, il veut donc rétablir un paiement plus équitable des dépenses de l'Alliance (le partage du fardeau est un thème que l'on trouve dans la diplomatie US depuis les années 70 : les USA paient trop pour la sécurité des Européens. Les relations avec les partenaires européens vont devenir difficiles, en particulier avec A. Merkel largement décriée pour l'excédent commercial de l'Allemagne (voitures), l'accueil de plus de 1 million de réfugiés syriens pour l'essentiel en 2015, sa faible participation au budget de l'OTAN (15 %, représente 1,36 % de son PIB : 17ème contributeur) et fait de l'Allemagne le mauvais génie de l'Europe. En réaction, la chancelière a d'ailleurs fait savoir le 3.7.2017 que les "USA n'étaient plus un pays ami". Ces mauvaises manières de DT reposent sur sa vision du monde : considérer les relations internationales à travers le prisme commercial (acheter le Groenland alors même qu'il relève de la souveraineté d'un allié, le Danemark) et en conséquence ne pas différencier les alliés des adversaires des USA.

2- Hostilité aux traités, ce qui permet à DT de se désengager des grands traités négociés et signés par son prédécesseur (obsession du démantèlement de l'héritage et non-respect des engagements pris par son prédécesseur qui rompt avec la règle qui prévaut de la continuité de l'Etat) : sortie du TPP (partenariat transpacifique) sur le commerce signé avec 12 pays d'Asie et d'Océanie (sauf la Chine), des Accords de Paris (COP 21 sur le climat) accompagné par la révocation de 78 règles environnementales en 2 ans, sortie de l'accord sur le nucléaire iranien (JCPOA). Sur cette affaire-là, DT fait coup double, voire triple : il détruit un traité que l'Administration Obama a mis des mois, voire des années à conclure aux côtés des Européens, il sort (et donc détruit) unilatéralement ce Traité en imposant seul la réintroduction des sanctions **onusiennes** en dépit de l'opposition des autres signataires (GB, France, Allemagne, Russie, Chine), il poursuit la mise en œuvre de sa stratégie de pression maximale contre l'Iran, espérant un changement de régime. Illustration également de son slogan de campagne : America first ! Son approche des relations internationales est aux antipodes du multilatéralisme : elle est unilatérale (politique du fait accompli sans concertation, ni discussion) et elle est non coopérative : elle se matérialise également par le retrait de certaines grandes organisations intergouvernementales ou leur blocage de façon délibérée : retrait de l'UNESCO (idem Reagan), de l'OMS, responsable de la paralysie de l'OMC dans un certain nombre de dossiers : l'OMC n'a plus de directeur général depuis le 7.9.2020, elle est bloquée depuis décembre 2019 s'agissant du règlement des litiges commerciaux et de la négociation de nouvelles règles, retrait du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, transfert de l'ambassade US à Jérusalem, décembre 2017.

DT souhaite en fait mettre fin au rôle de gendarme du monde assumé par les USA (B. Obama avant lui, le souhaitait déjà, mais les méthodes employées n'étaient pas les mêmes), ce qui l'amène à redéfinir les relations avec les alliés (cela n'est pas totalement nouveau non plus, même si DT s'y prend avec plus de brutalité de ses prédécesseurs).

3- prédilection pour le hard power plutôt que pour le soft power : DT n'apprécie guère OTAN, mais il a une admiration pour l'emploi de la force et l'institution militaire en général : il a peuplé son administration de militaires et il a délégué au Pentagone la décision et les modalités d'emploi de la force sur les théâtres de guerre où les USA sont activement engagés ; cela se traduit par une intensification des frappes aériennes US avec des drones, des forces spéciales, une faible empreinte au sol dans les principaux théâtres d'opération : Afghanistan, Somalie, Irak, Syrie, Yémen (33.000 frappes aériennes contre l'Etat islamique entre juin 2014 et février 2019), assassinat ciblé du leader de l'EI, Abou Bakr Al-Baghdadi en octobre 2019 ainsi qu'une augmentation presque sans précédent du budget du Pentagone : 40% des dépenses militaires de la planète sont le fait des USA : 677 Milliards \$, 1,4 million d'hommes sous les drapeaux, 800 bases militaires dans le monde. Le hard power (puissance militaire plus sanctions économiques) est privilégié au soft power (pouvoir de persuasion, de séduction) ; la politique étrangère est de plus en plus militarisée et la diplomatie est renvoyée au magasin des accessoires (dans l'Administration US, de nombreux postes diplomatiques ne sont pas pourvus, intentionnellement)

4- retour des frontières fermées, en particulier dénonciation de l'immigration ainsi que du libre-échange en faveur d'une approche mercantiliste du commerce international, d'une reprise de contrôle des échanges, des frontières.

Les relations avec le Mexique sont devenues exécrationnelles du fait du projet de Trump, maintes fois répété durant la campagne électorale, de construire un mur de séparation complet avec le Mexique tout au long de la frontière, et de le faire financer par le Mexique afin de retenir les migrants illégaux mexicains qualifiés par DT de "criminels" et "violeurs". S'agissant du mur, le Président US a fait valoir le 21 juin 2018 qu'il projetait de l'équiper de panneaux solaires afin d'alléger la facture mexicaine. C'est cependant le gouvernement US qui va avancer les fonds pour sa construction, mais blocage du Congrès qui refuse de voter les crédits (la construction du mur n'a en fait que très peu avancé). Dans le même ordre d'idées, DT a déclaré la guerre aux 11 millions de sans-papiers, dont 5,6 sont Mexicains. Il a notamment ordonné en février 2017 le recrutement de 15.000 agents d'immigration et l'extension des expulsions immédiates aux illégaux présents sur le territoire US depuis 2 ans.

Un autre aspect de fixation est la volonté US de renégocier l'accord de libre-échange (ALENA, "le pire jamais signé" d'après DT), voire de l'abroger au motif qu'il serait trop favorable au Mexique. Pour faire pression sur son voisin du Sud, il projette d'augmenter les taxes douanières (jusqu'à 35%) sur les produits mexicains, ce qui ruinerait l'économie mexicaine dont 80% des exportations sont à destination des USA. Il va parvenir à ses fins le 30.11. 2018 : dans un Accord USA-Mexique-Canada) signé pour 16 ans, le terme de libre échange n'y figure plus, mais il est moins avantageux que ce que DT espérait.

Au-delà, s'agissant de la question migratoire en général, l'un des premiers « executive order » présidentiels, peu après son entrée en fonction, porte sur l'interdiction avec effet immédiat de l'entrée de personnes (réfugiés et ressortissants originaires de 7 pays musulmans, puis finalement 6 pays musulmans) "Muslim Ban" (l'Irak ayant été retiré de la première liste). Sont concernés l'Iran, la Libye, la Somalie, le Soudan, la Syrie, le Yémen pendant 90 jours afin de lutter contre le terrorisme. Le 28.8.2017., le président US a apporté son soutien à 1 projet de loi sur l'immigration qui aboutirait à une réduction de moitié en 10 ans du nombre d'étrangers admis légalement aux USA. Au lieu de favoriser le regroupement familial dans l'octroi du million de Green Cards (permis de séjour) délivrées chaque année, l'entrée serait réservée aux étrangers éduqués, parlant anglais, au nom de la mise en place d'une immigration choisie.

La fermeture des frontières au libre-échange va donner lieu à une nouvelle illustration du mercantilisme US : DT va décider de sanctions commerciales contre la Chine au motif que la balance commerciale US avec la Chine est très déséquilibrée (+ 34 Milliards \$ pour le seul mois de sept 2018, + 225 Milliards \$ pour les 9 premiers mois de 2018).

La Chine subit une série de taxes imposées par Washington à partir du printemps 2018. À ce stade, les États-Unis imposent donc des droits de douane sur environ la moitié des exportations annuelles de la Chine vers le marché américain (505 milliards en 2017). Pékin, qui a systématiquement répliqué en taxant aujourd'hui 110 milliards de dollars de biens américains (sur 130 milliards importés l'an dernier), dont une augmentation de 15% pour les produits agricoles US

La 2ème motivation concernant l'augmentation des droits de douane à destination des produits chinois vise à dénoncer les transferts de technologie effectués par la Chine au détriment des USA (différence avec l'espionnage industriel) ; le dernier épisode en date : la Chine a porté plainte (3 sept 2019) auprès de l'OMC (dont DT conteste l'efficacité en ne nommant pas les juges), ce qui permet à la Chine de faire coup double : sanctionner les USA et marquer son attachement (de façade) à l'OMC.

La Chine est loin d'être le seul Etat sanctionné : idem l'Allemagne, la France (vins français au profit des vins californiens ou chiliens).

5- centralité du contentieux USA-République Populaire de Chine : La « national Defense Strategy » est un document qui définit les priorités stratégiques à long terme des USA : désigne la Chine comme leur seul rival dans le monde et insiste sur la multiplicité des domaines dans lesquels joue cette compétition (militaire, économique, technologique, politique et culturel). B. Obama souhaitait utiliser les institutions multilatérales (TPP) pour mieux contenir les ambitions chinoises, DT veut s'en libérer au profit d'une confrontation bilatérale avec Pékin. Les 2 ont en commun "le pivot vers l'Asie", mais DT ne souhaite plus intégrer le rival chinois dans le système international pour en faire un partenaire responsable : cette politique selon lui a échoué et il opte pour une politique de compétition. Le Pentagone, quant à lui, s'inquiète de voir la Chine chercher à supplanter les USA dans la zone Asie-Pacifique.

Ce nouveau paradigme de compétition ouverte vis à vis de la Chine va impacter, au-delà de la politique US, l'ensemble des relations internationales du fait de la concurrence de 2 modèles, opposant "un rêve chinois conquérant à un rêve US désenchanté" (P. Mélandri)

6- attirance pour les régimes et dirigeants autoritaires (Brésil de Bolsonaro, Philippines de Duterte, Hongrie de Orbán, GB de Johnson, Russie de V. Poutine, Turquie de Erdogan, Arabie Saoudite de MBS...) Les relations avec ces dirigeants autoritaires relèvent du "domaine réservé" de DT. Pour ces chefs d'Etat, DT peut représenter un exemple à suivre dans le mépris affiché pour les règles, les normes, les valeurs, la parole donnée (cf. B. Johnson dans le cadre de l'accord conclu concernant le Brexit). Cette connivence de DT avec les dirigeants autoritaires n'améliore ni l'image du Président US, ni celle des USA, risquant ainsi de mettre en péril le soft power US (pendant combien de temps encore les étudiants internationaux vont-ils choisir de faire leurs études aux USA ?)

La diplomatie de DT va connaître quelques échecs, dont le plus éclatant est celui de la Corée du Nord : DT est allé loin dans les concessions en rencontrant sans précondition Kim Jong-un en juin 2018. Les communiqués communs entre les deux leaders n'ont débouché sur rien ; la reconnaissance officielle de Juan Guaido au Venezuela en janvier 2019 n'a pas changé la donne au Venezuela.

Une élection, même présidentielle, aux USA, ne se gagne pas avec des succès en politique étrangère : les Américains sont globalement plus intéressés par les affaires intérieures, voire même la politique locale que par le vaste monde éloigné, voire même inconnu pour nombre d'entre eux. Les questions de pouvoir d'achat et sécuritaires l'emportent sur toute autre considération. En témoigne le refus manifesté par 65% des Américains « d'épuiser des centaines de millions de \$ pour des pays lointains et inconnus ».

Or, ce qui apparaît depuis la crise du coronavirus et sa gestion catastrophique par la Maison Blanche (plus de 205.000 morts sur près de 8 millions de contaminations, négation de la nocivité du "virus chinois"), c'est que la crise sanitaire a produit une crise économique sans pareil, de telle sorte que DT qui ne peut plus se vanter de ses bons résultats économiques. Il lui faut donc absolument pouvoir se targuer de succès en matière de politique étrangère pour redorer son blason (accord Emirats Arabes Unis-Israël, accord Soudan-Israël parrainés par les USA, pression maximale sur l'Iran).

Bilan

Au final, la politique de DT accentue les turbulences et la désorganisation du monde et se place (aux côtés de la Russie, de la Chine) du côté des puissances révisionnistes qui remettent en question les principes organisateurs du système international au nom de la défense de leur souveraineté (populisme de droite). La

première puissance du monde est devenue l'un des plus grands facteurs d'instabilité du monde du fait de l'inconstance, de l'incohérence de DT, de l'incertitude permanente qu'il fait régner aussi bien chez ses adversaires que chez ses alliés, de la confusion qui règne à la Maison Blanche et de l'extrême personnalisation de la politique étrangère.

Michael Beckley (politiste à la Tufts University in *Foreign Affairs in Culture Monde, France Culture* 13.10.2020) : Fin de l'ordre libéral qui reposait sur la croissance et un climat de confiance planétaire : désormais, la demande de protection l'emporte sur le désir d'ouverture. L'affaiblissement des alliés n'engagera pas les USA à s'engager vigoureusement à leurs côtés. D'un côté, alliés délabrés et peu fiables, de l'autre une opinion publique qui fait pression pour que ses gouvernements se recentrent sur la défense de ses intérêts, les USA pourraient bien se comporter moins en leader d'une grande coalition et davantage en une superpuissance voyou, un colosse économique et militaire ne respectant pas de règle morale, ni vraiment isolationniste, ni vraiment interventionniste, mais agressif, lourdement armé et ne poursuivant que ses propres intérêts en recourant à tout un arsenal coercitif, même vis à vis des alliés, pour obtenir le meilleur deal possible (taxes à l'importation, sanctions financières, frappes de drones, restrictions de visas ou cyber espionnage). DT n'est pas une parenthèse, mais une sorte de précurseur : en accordant la priorité au Pentagone au détriment du Département d'Etat, il a fait subir une inflexion doctrinale : à mesure qu'il réduisait la présence des troupes à l'étranger il renforçait les Forces d'intervention rapides capables d'aller frapper un adversaire lointain et de revenir sitôt leur mission accomplie.

Le monde est-il devenu plus dangereux ? Sans aucun doute plus turbulent, plus imprévisible. Les internationalistes US réfléchissent beaucoup aux risques et aux scénarios d'une guerre avec la Chine (pas pour l'appeler de leurs vœux). Ils s'interrogent également sur l'éventuelle émergence d'un monde post US.

Du point de vue de sa survie, la planète court à sa perte avec un Trump qui détruit, un Poutine qui applaudit et un Xi Jinping qui construit les règles du jeu de demain.

Prospective

DT sera-t-il réélu ? Il fait tout pour l'être :

- il transforme l'élection présidentielle en plébiscite sur sa personne : la convention républicaine a juste été (Washington Post) "un moment de divertissement pour les fans de Trump" pas de programme électoral ; ses thèmes de prédilection restent les mêmes : la sécurité et l'identité menacée de la nation (gouvernement par la peur qui s'adresse aux Américains qui ont peur du changement démographique et de l'immigration, qui sont favorables au libre port d'armes, qui rejettent les régulations économiques, la nécessité de préserver l'environnement et de développer les politiques sociales, qui redoute le féminisme et l'anti racisme (*The Conversation*, 2 septembre 2020).

- contestation du vote par correspondance (or, c'est majoritairement l'électorat démocrate qui vote par correspondance, 10 fois plus qu'habituellement du fait de la COVID alors que l'électorat républicain habituellement se déplace pour voter) ; DT : "le vote postal va conduire à une fraude massive", des milliers d'avocats sont prêts pour déposer des recours

- contestation des résultats s'ils ne lui sont pas favorables (parle d'ores et déjà d'élections truquées), peut compter sur le soutien de la Cour Suprême (6 membres sur 9 sont acquis à sa cause), cf. Meeting de campagne dans l'Ohio : "j'accepterais totalement le résultat de cette grande et historique élection... **si je gagne**"

- absolument besoin de gagner dans la mesure où 2021 représente la date d'échéance pour 400 millions de dettes le concernant sans savoir à ce jour où trouver cet argent. (The Hufftington Post, 8 octobre 2020)